



AMBASSADE DE SUISSE  
EN ITALIE

00197 ROME, 16 décembre 1982  
Largo Elvezia - Via Barnaba Oriani, 61  
Tel. 803-641

Réf.: 381.0 - PE/1e

R.P. Nr. 26

an								a/a
Datum								
Visa								
EDA								
R.P. Nr. 26								

Attentat au Pape Jean Paul II (mai 1981)  
et affaire bulgare (décembre 1982)

La tempête déclenchée par l'affaire bulgare, qui depuis une quinzaine de jours secoue en Italie gouvernement, parlement, partis et médias va-t-elle se consumer elle-même comme un feu de paille, comme tant de scandales de ces dernières années, avec lesquels l'homme de la rue a pris l'habitude de vivre ici, sans prétendre avoir le droit d'en connaître jamais les tenants et les aboutissants?

L'affaire a fait surface de manière imprévue le 26 novembre dernier, lorsque la presse annonce à grand fracas la nouvelle de l'arrestation du bulgare Serghei Antonov, employé de la compagnie d'aviation nationale bulgare à Rome, pour complicité dans l'attentat sur Jean Paul II en mai 1981.

Elle est d'ailleurs prompte à reparler d'un complot international télécommandé par des services secrets d'un ou de différents pays de l'Est, comme elle l'avait fait les jours suivant la tentative d'assassinat précitée, lorsqu'on apprend que deux autres citoyens bulgares impliqués dans cette affaire et ayant réussi à se mettre à l'abri à temps auraient été des fonctionnaires de l'Ambassade de Bulgarie à Rome. Les révélations successives d'un représentant syndical italien arrêté il y a quelques mois pour complicité avec les Brigades Rouges, notamment lors du séquestre du Général américain Dozier au début de cette année, ont, par ailleurs, contribué elles aussi à rendre plausible la possibilité d'un complot international d'inspiration communiste. Luigi Scricciolo, le syndicaliste en question, aurait ainsi avoué avoir eu des contacts tant avec les services secrets bulgares lors d'un voyage effectué en 1980 dans ce pays en relation avec son syndicat qu'avec des bulgares en Italie. Ceux-ci auraient été à l'origine de sa mission de contacts avec les Brigades Rouges. Il aurait également avoué avoir livré des informations à Sofia sur

- 2 -

sur les activités de représentants de Solidarnosc en Italie, ainsi que sur le voyage italien de Walesa.

Une autre enquête actuellement en cours porte sur une grosse affaire de trafic international d'armes et de drogue, dirigée en Italie par un citoyen syrien (sous les verrous depuis une quinzaine de jours) qui se déroulait avec la Turquie, en passant par Sofia!

Toutes ces enquêtes semblent conduire à un même personnage, le turc Bekir Celenk, dont la fortune aurait eu ses origines dans un commerce fin 60 de montres non-payées. Celui-ci serait actuellement à la tête d'un très important trafic de drogue et d'armes entre Sofia, où il réside princièrement sous la protection des autorités bulgares, et Ankara. Ce personnage que la justice italienne désespère de pouvoir un jour interroger, serait celui-là même qui, en accord avec les services d'espionnage bulgare, aurait offert 3 millions de dollars à Ali Acga pour abattre un Pape polonais, qui dès 1981, contrecarrait la politique de Jaruselsky et de Moscou vis-à-vis de "Solidarnosc".

C'est ainsi que semblent se présenter les événements sur lesquels viennent se greffer maintenant les interrogations et les demandes les plus fantaisistes.

Au parlement les partis s'interrogent: le gouvernement a-t-il été informé à temps de ce qui se préparait par les services de sécurité; a-t-il promptement réagi aux premières alertes; que fait le Ministère des Affaires Etrangères? Le socialiste Craxi accuse les services secrets d'un manque de surveillance des réseaux d'agents secrets étrangers, et il reproche au Ministère des Affaires Etrangères son attitude trop "correcte" à l'égard de l'Ambassade de Bulgarie; les sociaux-démocrates réclament des mesures plus fermes à l'égard des coupables, les radicaux et les communistes crient au scandale et réclament, de même que la droite nationale (MSI), la rupture des relations diplomatiques avec la Bulgarie.

Le 20 décembre prochain, lorsque la confiance aura été votée au nouveau gouvernement Fanfani, aura lieu un débat sur l'affaire bulgare, au cours duquel les Ministres responsables devraient répondre aux différentes interrogations.


Entre temps le MAE a rappelé pour consultations son ambassadeur à Sofia, après que les bulgares en aient fait de même avec leur représentant à Rome.

- 3 -

Et d'ores et déjà la Farnesina se défend de l'accusation d'excès de diplomatie à l'égard des bulgares. Elle déclare n'avoir pu entreprendre quoi que ce soit ni à l'égard des deux suspects précités, ni à l'égard d'un caissier de l'ambassade impliqué, puisque tous bénéficiaient de l'immunité diplomatique et avaient quitté le pays avant qu'elle ait pu demander leur rappel.

Et bien qu'après les récentes révélations et enquêtes les relations avec la Bulgarie viennent d'atteindre le point le plus bas dans l'histoire des deux pays, le MAE ne songe pas pour l'instant à dramatiser les choses. Il ne cache pas toutefois que si les actuelles interprétations d'indices et de suppositions devaient trouver une confirmation, cela pourrait avoir des conséquences très graves sur les relations bilatérales italo-bulgares et même sur l'ensemble des relations Est-Ouest.

Cela dit, il est peu probable que les autorités compétentes des pays concernés laissent les choses en arriver là. Ce ne serait dans l'intérêt de personne et l'on voit déjà des responsables italiens s'efforcer d'enlever l'affaire des mains des politiciens - les premiers intéressés à l'utiliser pour leurs propres besoins politiques - pour la remettre à ceux qui ont la responsabilité de l'ensemble des relations avec l'étranger, à savoir les services gouvernementaux. Aussi y a-t-il de bonnes chances que cette affaire d'espionnage italo-bulgaro-turque disparaisse de la première page des journaux comme elle y est venue, c'est-à-dire assez vite.



(Boimer)